

9591m022/5
(1961)

Abonnement = Délivrance de cartes mixtes ou
de déclassement aux correspondants à la SNCF

20

S. N. C. F.

SERVICE COMMERCIAL

2^{me} Division

SECTION.

DOSSIER N°

SOUS-DOSSIER N°

Abonnements. - Délivrance de cartes mixtes ou de dédoublement
aux correspondants S.N.C.F.

[illegible]

S.N.C.F.

Service Commercial

Paris, le 11/11 1941

4ème div.-4ème sect.

Services extérieurs

Dr n°

541.02

9.641

11 OCT. 1941

V N° 177

COPIE pour Monsieur le Chef
de la Division Commerciale

de la Région

2e Division

.....
.....

de la part

de Monsieur B O R E L

Chef de la Division de la Coordination,

1/11
JR

1
9 octobre

41

Monsieur VAGOGNE

Secrétaire Général Adjoint

4^e Division - 4
 Service Titulaires
 G. 541.03 N° 11.160
 9641

Par lettre ci-jointe, M.M. GUILLAUME et Pierre AUGER, nos Correspondants à Bolbec, protestent contre la réduction des facilités de circulation qui leur étaient accordées avant la mise en vigueur du régime du 10 juin 1939. Jusqu'alors, ils bénéficiaient chacun d'une carte de faveur en 1ère classe. Or, ces deux cartes ont été retirées et remplacées par une carte unique établie en 2ème classe au nom de l'un ou l'autre des deux titulaires.

Les réclaments font valoir qu'ils voyagent habituellement en 1ère classe sur les lignes S.N.C.F. et qu'ils n'ont même pas la possibilité avec leur carte de faveur, d'utiliser cette classe en payant un supplément. Ils demandent que nous établissions au moins la carte unique en 1ère classe. J'estime qu'il n'est pas désirable de déroger sur ce point au Règlement du 10 juin 1939 qui prévoit que seuls les Correspondants dans les villes dépassant 50.000 habitants peuvent bénéficier de la 1ère classe. Cette dérogation risquerait, en effet, de provoquer des demandes analogues de la part d'autres Entrepreneurs.

Mais la question du déclassement des porteurs de cartes de circulation gratuite autres que les agents mériterait à mon avis d'être considérée. La possibilité du déclassement permettrait en effet de ménager des satisfactions d'amour-propre tout en nous facilitant l'application intégrale du règlement du 10 juin 1939; elle procurerait en outre un appoint de recettes non négligeable. Il n'y aurait pas à redouter des difficultés pour l'utilisation des voitures de 1ère classe, le nombre des intéressés étant limité.

L'autorisation de déclassement pourrait être accordée, soit sous la forme d'une mention manuscrite portée sur la carte de 2ème classe, soit en remplaçant celle-ci par une carte de 1ère classe.

Dans le premier cas, le titulaire paierait à chaque voyage en 1ère classe un supplément calculé d'après les règles applicables aux billets simples à place entière.

.....

COPIE

Dans le second cas, nous réclamerions le versement préalable d'une somme égale à la différence entre le prix de l'abonnement dans chacune des classes inférieure et supérieure, pour le nombre de mensualités restant à courir.

J. vous suis obligé de m'en avoir fait connaître si les motifs ci-dessus soulèvent des objections de votre part.

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

Secrétaire Général Adjoint

signé : Boyaux

*Bois de la Vallée
N. 11.100
24-01
1941*

Par lettre ci-jointe, M. GUILLEME et Pierre AUGER, nos correspondants à Bordeaux, protestent contre la réduction des facilités de crédit qui leur étaient accordées avant la mise en vigueur du régime du 10 juin 1939. Ils déclarent que, dans la mesure où ils ont été remboursés par une carte unique établie en 1938, ils ont le droit de continuer à bénéficier de la même facilité.

Les règlements font valoir qu'ils voyagent habituellement en 1ère classe sur les lignes S.N.C.F. et qu'ils n'ont même pas la possibilité d'obtenir une carte de faveur, d'utiliser cette classe en payant un supplément. Ils demandent que nous établissons en moins la carte unique en 1ère classe. L'argument qu'il n'est pas défectueux de déroger aux conditions du règlement du 10 juin 1939 qui prévoit que seuls les correspondants dans les villes dépassant 50.000 habitants peuvent bénéficier de la 1ère classe. Cette dérogation risquerait, en effet, de provoquer des demandes abusives de la part d'autres correspondants.

Malgré la question du déclassement des porteurs de cartes en 1ère classe, la possibilité de leur faire bénéficier d'une réduction de tarif est une question d'ordre de détail qui ne saurait être soulevée en elle-même. Les administrations d'annonces-presse nous ont facilité l'application de la réglementation du 10 juin 1939; elle procèderait en outre au regard de recettes non négligeables. Il n'y aurait pas à redouter des difficultés pour l'application des voitures de 1ère classe, le nombre des voyageurs étant limité.

L'autorisation de déclassement pourrait être accordée, soit sous la forme d'une mention manuscrite portée sur la carte de 1ère classe, soit en remplaçant celle-ci par une carte de 1ère classe.

Dans le premier cas, le titulaire paierait à chaque voyage en 1ère classe un supplément calculé d'après les règles applicables aux billets simples à pièce unique.

Parcours total

Paris - Le Havre 228
Bolbec - Ville-Tecamp 27 } 255 km.

1^{re} carte

Paris - Le Havre 228 km

1^{re} classe

2^e classe

Prix de la mensualité

620

503

différence à payer par mois
pour déclassement de 2^e en 1^{re} classe

417^x

soit pour un an 117 x 12

1404^x

prix de la carte en 2^e classe pour le

parcours total 255 km 531 x 12

8372

Prix total (carte 2^e + déclassement 1/2)

9.776^x

2^e billet

Déclassement de 2^e en 1^{re} classe (billet simple)

147 - 105 = 42

timbre quittance s. 6

43. -

Nombre de voyages simples nécessaires pour atteindre le
prix du déclassement $\frac{1404}{43} = 26/27$